

DISTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX À BOUMERDÈS

La société civile dénonce un trafic à grande échelle

Durant cet été, les communes de Bordj-Menaïel, Cap-Djinet, Thénia, Aït-Amrane, Boudouaou et Boumerdès ont affiché leurs listes des bénéficiaires de logements sociaux. Très rapidement, ces municipalités ont vécu des journées d'émeutes obligeant, durant plusieurs jours, les services de sécurité à être sur les dents.

Des milliers de recours ont, par ailleurs, atterri sur le bureau de la commission de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

L'opinion publique locale suit avec beaucoup d'attention les travaux de cette commission de recours. «Des fois, les membres de cette commission seraient tentés de couvrir, pour des raisons tribales ou au motif d'appartenance partisane avec les maires décriés, les dépassements constatés à l'affichage des listes», tance le président d'une association d'Aït-Amrane.

De son côté, la société civile considère que ce dossier est loin d'être clos, même si les protestataires se sont quelque peu calmés.

En effet, dans une lettre adressée au wali de Boumerdès, le bureau de l'Académie de la société civile fustige les autorités locales, accusées de se livrer à un trafic éhonté d'habitations destinées aux couches défa-



Photo : DR

vorisées. Selon les premières informations parvenues de plusieurs communes, des dizaines de logements, voire plusieurs centaines ont été attribuées illégalement. Dans la lettre envoyée au wali, l'Académie de la société civile synthétise ces dépassements en 11 points.

Dans la missive envoyée au wali, Kamel Abbès, on dénonce, entre autres, l'attribution de logements à des personnes possédant des habitations et même des villas. Des individus se trouvant à l'étranger ou venus d'autres wilayas ont été portés sur les listes comme le

cas des frères de deux directeurs exécutifs de la wilaya.

Des bénéficiaires ont falsifié des fiches de paie, des certificats de résidence, des déclarations aux organismes sociaux (Cnas, Casnos). Des prête-noms ont été utilisés pour affecter plusieurs logements à une même famille. Certains maires ont imposé à la commission des attributaires par le seul fait que ces derniers sont militants de leur parti politique.

Un représentant des moudjahidine siégeant dans une commission a carrément fait bénéficier son fils. «Ce travail anarchique a

abouti au désordre», écrit au wali l'Académie de la société civile de Boumerdès qui espère que le chef de l'exécutif se mettra au travers de ces trafiquants et que justice sera rendue aux familles injustement exclues.

Mission ardue pour Kamel Abbès devant une administration locale et un sérail politique gangrenés par le tribalisme, le clientélisme et la corruption dans une région où il n'y a malheureusement pas que le dossier du logement social qui est utilisé par les clans locaux pour s'emparer de tout ce qui vient de l'Etat.

Abachi L.

MICRO-ACTIVITÉ À TIPASA

Cérémonie de remise de véhicules-ateliers

C'est dans une ambiance de liesse que s'est déroulée récemment la cérémonie de remise des véhicules-ateliers aux bénéficiaires du dispositif «micro-activité Ansej».

C'est à ce titre et lors de la visite qu'il a effectuée récemment dans la wilaya de Tipasa que M. Tayeb Louh, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, avait expliqué aux bénéficiaires, qu'il est attendu d'eux de «concrétiser les métiers qu'ils ont choisis afin qu'ils soient réellement viables et économiquement utiles».

Les responsables de cette opération ont tenu à préciser que cette mesure d'encouragement des «cabinets groupés», des «véhicules-ateliers» ainsi que des «prêts de location» a été «concrétisée grâce à la mise en œuvre des mesures décidées par le Conseil des ministres du 22 février 2011 accordant plus de facilitations aux jeunes à l'effet de créer une activité dans le cadre des dispositifs de création de micro-entreprises.»

Ainsi, cette opération-pilote nationale a permis l'attribution de onze véhicules-ateliers dotés d'équipements haut de gamme, destinés aux activités de maintenance et de réparation en plomberie et en électricité bâtiment.

Selon ces mêmes responsables, la wilaya d'Alger a bénéficié de 5 véhicules-ateliers, dont 1 pour Baraki, 2 pour Sidi M'hamed, 1 pour Birtouta et 1 pour la ville d'Alger. La wilaya de Tipasa a bénéficié quant à elle de 3 véhicules, Naâma 2 et Sétif 1. Interrogés à propos de la nature des activités destinées aux autres véhicules-ateliers, les initiateurs de l'opération affirmeront qu'il y a «une diversité d'activités qui répondront aux filières enseignées par les centres de formation professionnelle et pourvoyeurs en ressources humaines pour ces véhicules ateliers, sachant qu'au niveau national, il existe déjà 516 dossiers relatifs à une demande d'octroi de véhicules-ateliers déposés : 58 concernent les cabinets groupés (architectes, médecins, dentistes, bureaux d'études, etc.) et 3 346 ayant trait aux financements des loyers pour l'exercice d'activités économiques et de service».

A la question relative au statut de ces bénéficiaires ainsi que les critères d'inscription au registre du commerce, notamment les artisans individuels ou leur organisation en coopérative, le ministre précisera : «S'agissant d'une nouvelle organisation, tous les cas de figure seront étudiés et pris en charge.

On ne voit aucun problème à ce sujet.» A une autre question concernant la déclaration du gouvernement sur la création d'un million d'emplois, Tayeb Louh a été très clair à ce sujet : «L'ensemble des dispositifs de création d'emploi, y compris le DAIP, ont permis de mettre à contribution l'ensemble des organismes et opérateurs publics et privés afin de concrétiser effectivement l'opération de recrutement d'un million de demandeurs d'emploi, cela sans compter les départs qui ont été pourvus par des remplacements.» Il affirmera en substance que «l'objectif assigné en matière d'emplois a été largement dépassé».

Il ajoutera à ce propos : «Il convient de noter que certaines incompréhensions de ces statistiques par des profanes ont altéré, voire déformé le sens et la réalité concernant les réalisations effectives d'emplois. Ainsi, grâce à l'abnégation et à l'engagement de tous les organismes d'Etat et les opérateurs publics et privés, plus de un million de recrutements ont eu lieu effectivement. Voilà ce qui traduit une réalité concrète et certaine concernant la prise en charge des préoccupations relatives au recrutement et à l'emploi.»

Larbi Houari

SIDI-BEL-ABBÈS

Des dealers arrêtés

La police de Sid-Bel-Abbès a dernièrement arrêté un dealer âgé de 28 ans, en plein centre-ville, suite à des informations parvenues à son niveau. La fouille corporelle a permis de retrouver 45 g de kif traité en sa possession et 20 autres grammes roulés en cigarettes et une somme d'un montant de 4 860 DA et un cutter. Le mis en cause a été écroué par le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès. Deux autres personnes âgées de 27 et 34 ans ont à leur tour été arrêtées. La fouille corporelle a mis en évidence que l'un deux était bien un dealer puisque la police a retrouvé en sa possession 286 comprimés psychotropes et une arme blanche. Celui-ci a été arrêté et écroué et son acolyte a bénéficié d'une citation directe.

Des squatters de logements devant le procureur à Sidi-Khaled

Cinq chefs de famille ont, dans la journée de dimanche dernier, été déférés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès pour avoir squatté quelques jours avant la distribution des logements réalisés dans le cadre du logement social et la resorption de l'habitat précaire dans la localité de Sidi-Khaled (Sidi-Bel-Abbès). En effet, dans la journée de jeudi dernier, la daïra a remis les clefs des 60 logements dont 40 LSL (logement social locatif) et 20 de l'habitat précaire. Cependant, lorsque les bénéficiaires ont rejoint leurs logements ces derniers ont eu la mauvaise surprise de constater que les lieux étaient déjà occupés par des demandeurs de logements sociaux qui n'ont pas vu leur nom sur la liste. Malgré l'intervention des services de sécurité, les squatters ont campé sur leurs positions refusant de quitter les lieux justifiant leur refus par le fait qu'eux aussi sont demandeurs de logements sociaux depuis des années et que leurs demeures menacent ruine. Devant leur refus d'obtempérer, la gendarmerie a procédé à leur arrestation dans la journée de vendredi dernier et à leur présentation devant le procureur dimanche dernier.

Par ailleurs, dans la localité de Hassi-Zahana (Sidi-Bel-Abbès), un chef de famille demandeur de logement social a lui aussi squatté un logement dans une cité réservée aux futurs bénéficiaires, ce dernier aussi a été déféré devant le procureur de la République.

A. M.

JIJEL

Des robinets à sec à Chekfa

Le calvaire des habitants de certains quartiers du chef-lieu de la commune de Chekfa, située à une vingtaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de la wilaya, en matière d'alimentation en eau potable perdure. En effet, les robinets de certains quartiers sont à sec depuis plusieurs jours. Ce qui pénalise lourdement la population de ces quartiers en ce mois de Ramadan. Face à ces perturbations qui ont pris de l'ampleur ces deux derniers mois, les habitants de ces quartiers sont contraints de recourir aux camions-citernes qui s'approvisionnent des sources et de puits qui ne font pas l'objet de contrôle du bureau d'hygiène communal. Ce qui constitue un terrain fertile pour l'apparition des maladies à transmission hydrique dans une commune où la couverture sanitaire demeure aléatoire. Du côté des services concernés, on attribue ces perturbations à une question de forage. Loin «des explications techniques», le calvaire se poursuit toujours au grand dam des habitants de ces quartiers.

Les postulants à l'Ansej déplorent les lenteurs bancaires

Les jeunes chômeurs qui ont déposé des dossiers au niveau de l'agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes pour la réalisation de micro-entreprises s'insurgent contre les lenteurs des procédures bancaires dans l'octroi des crédits. En effet, les futurs jeunes entrepreneurs qui ont déjà leur visa de la commission de wilaya avec lesquels nous nous sommes entretenus pointent du doigt la succursale CPA sise dans la wilaya de Béajia qui, selon eux, accuse un retard dans le traitement de leurs dossiers. Rencontré, un jeune chômeur qui veut monter un atelier de soudure attend son chèque depuis plusieurs mois en dépit de ses multiples démarches. Notre interlocuteur a tenu à souligner que les procédures au niveau de l'Ansej de Jijel étaient rapides vu la mobilisation du personnel de cette instance. «Cependant, j'ai du mal à comprendre ces lenteurs bancaires étant donné que mon dossier était en règle.» Face à cela, les jeunes chômeurs lancent un appel au ministère des Finances pour l'assouplissement des procédures bancaires dans l'octroi des crédits pour les jeunes promoteurs et pourquoi pas l'ouverture d'une succursale bancaire CPA à Jijel pour traiter les dossiers sur place et par conséquent gagner du temps et mettre un terme à cette lenteur qui porte préjudice à la logique économique basée sur la rentabilité.

B. Inès